

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 24/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE SAS

ZI de Saint-Juéry
9 rue François Arago
81000 Albi

Références : 81-CRARC-2025-57
Code AIOT : 0006802238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement VERALLIA FRANCE SAS implanté ZI de Saint-Juéry 9 rue François Arago 81000 Albi. L'inspection a été annoncée le 19/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de la déclinaison de :

- l'action nationale 2025 définie par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) du ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques relative à la présence de PFAS dans les mousses anti-incendie ;
- l'action régionale 2025 "post accident-Rouen" relative à la mise en œuvre des évolutions

réglementaires intervenues depuis le 24 septembre 2020, notamment pour les entrepôts soumis à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

La dernière inspection a été réalisée le 10 décembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE SAS
- ZI de Saint-Juéry 9 rue François Arago 81000 Albi
- Code AIOT : 0006802238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERALLIA FRANCE SAS est spécialisée dans la fabrication de verre creux ; son siège social est situé à Courbevoie (92400). Elle dispose de neuf établissements secondaires répartis sur le territoire national, à savoir : Chalons-sur-Saône (71), Cuffies (02), Oiry (51), Saint-Romain-le-Puy (42), Lagnieu (01), Chateaurenard (16), Pérols (34), Mérignac (33) et Albi (81).

L'établissement d'Albi (ex. Verrerie Ouvrière d'Albi) exploite sur le site de la zone industrielle Albi - Saint-Juéry, une verrerie historique fabriquant des bouteilles de verre pour le marché de l'emballage alimentaire (vins et spiritueux notamment).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 29 décembre 1997 modifié à plusieurs reprises. L'arrêté complémentaire signé le 15 décembre 2015, faisant suite à la transmission par l'exploitant du dossier de réexamen dans le cadre de la transposition de la directive européenne IED, reprend désormais l'ensemble des prescriptions applicables à ce site. Il a été complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du :

- 4 janvier 2019 modifiant certaines prescriptions relatives à la stratégie incendie et à la surveillance des eaux souterraines ;
- 13 septembre 2021 relatif au changement d'exploitant au profit de la société VERALLIA France ;
- 1er juillet 2022 relatif à l'actualisation du classement des activités faisant suite à des modifications non substantielles des installations ;
- 17 juillet 2024 relatif à l'abaissement des prélèvements d'eau sur le réseau de distribution public et dans les eaux souterraines.

L'établissement relève de la directive européenne relative aux émissions industrielles, dite «IED» au regard de la rubrique 3330 (fabrication du verre d'une capacité de production supérieure à 20 t/j). Sa situation administrative est régulière.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AR - 12

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les IPD destinées au stockage des produits finis sont des auvents couverts ouverts pour lesquelles les dispositions réglementaires relatives au désenfumage ne sont pas applicables.

En revanche, l'IPD N réservée au stockage des emballages est un auvent couvert fermé soumis aux dispositions réglementaires relatives au désenfumage. Cependant, le rapport d'audit n° R.22.0273 en date du 8 novembre 2023 réalisé par le CNPP n'a pas étudié la conformité réglementaire de cette IPD au regard du point 5 (selon les conditions particulières d'application précisées au point II de l'annexe IV) figurant à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié précédemment cité.

Par conséquent, l'exploitant réalisera l'analyse réglementaire de l'IPD N au regard des dispositions relatives au désenfumage. En cas d'écart constaté, l'exploitant transmettra un échéancier de mise

en conformité dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Moyens en émulseur	AP Complémentaire du 04/01/2019, article 3.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
10	État des matières stockées, périodicité et disponibilité (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	2 mois
14	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
17	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
18	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Demande d'action corrective	6 mois
21	Distances d'éloignement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 2.III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
22	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	
2	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
3	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
6	Interdiction à venir du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
8	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
9	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
11	État des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
12	État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet
13	Matières	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dangereuses et chimiquement incompatibles	article Point 8	
15	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
20	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 9 non conformités :

- trois pour lesquelles une proposition de mise en demeure est transmise à monsieur le préfet du Tarn, dont le projet d'arrêté est joint au présent rapport ;
- six pour lesquelles des actions correctives/justificatifs peuvent rapidement être engagées/transmis par l'exploitant.

Une lettre de suite en ce sens est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : Selon les informations communiquées par le fournisseur et la fiche de données de sécurité, les émulseurs présents sur le site d'Albi contiennent des tensioactifs fluorés en concentration inférieure à 1 %. L'identification de la présence spécifique de PFOS n'est pas connue et n'a pas été transmise par le fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.
Constats : Selon les informations communiquées par le fournisseur et la fiche de données de sécurité, les émulseurs présents sur le site d'Albi contiennent des tensioactifs fluorés en concentration inférieure à 1 %. L'identification de la présence spécifique de PFHxS n'est pas connue et n'a pas été transmise par le fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés

conformément aux dispositions de l'article 5.
Constats : Selon les informations communiquées par le fournisseur et la fiche de données de sécurité, les émulseurs présents sur le site d'Albi contiennent des tensioactifs fluorés en concentration inférieure à 1 %. L'identification de la présence spécifique de PFOA n'est pas connue et n'a pas été transmise par le fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : En l'absence d'information sur la présence de PFOA dans les émulseurs, l'exploitant n'est pas soumis à l'obligation de notification des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à

partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
Constats : Selon les informations communiquées par le fournisseur et la fiche de données de sécurité, les émulseurs présents sur le site d'Albi contiennent des tensioactifs fluorés en concentration inférieure à 1 %. L'identification de la présence spécifique de PFCA en C9-C14 n'est pas connue et n'a pas été transmise par le fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.
Constats : Selon les informations communiquées par le fournisseur et la fiche de données de sécurité, les émulseurs présents sur le site d'Albi contiennent des tensioactifs fluorés en concentration inférieure à 1 %. L'identification de la présence spécifique de PFHxA n'est pas connue et n'a pas été transmise par le fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens en émulseur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2019, article 3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en émulseur
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de 3 containers de stockage de réserve d'émulseur d'au moins 1 m ³

chacun. L'introduction d'émulseur dans le réseau interne se fait manuellement par connexion de la ligne d'injection de mousse sur le réseau d'incendie par un tuyau d'incendie de diamètre 110 mm.

[...]

Constats :

L'établissement dispose de 4 GRV contenant 1 m³ d'émulseur permettant d'alimenter le réseau d'extinction incendie composé :

- d'un système de déluge (couronne de refroidissement) fixé autour du bac de fioul lourd de 650 m³, en partie haute sur la robe ;
- les déversoirs à mousse des cuvettes de rétention du bac de fioul lourd et de la cuve de 60 m³ de fioul domestique.

Au regard des informations portées sur l'étiquetage des GRV d'émulseurs, la date de péremption est dépassée depuis octobre 2024 (validité de 10 ans).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 2 mois, l'exploitant :

- confirmera le remplacement des émulseurs actuels périmés par des émulseurs sans PFAS ;
- transmettra à l'inspection les justificatifs relatifs à l'élimination des anciens émulseurs contenant des PFAS (4 GRV de 1000 L) dans une installation de traitement de déchets dangereux dûment autorisée à cet effet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

<p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des différents documents exigés par la réglementation. Il convient toutefois de noter que l'établissement est doté d'un plan d'opération interne (POI) qui peut remplacer le plan de défense incendie (PDI) exigé à l'article 23 de l'arrêté ministériel, à condition que le POI comprenne l'ensemble des pièces requises dans le PDI. Ce sujet est abordé au point de contrôle n° 19.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Situation administrative au titre des ICPE

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis 2015, le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des ICPE. Suite à différentes évolutions réglementaires intervenues après l'accident de Lubrizol et de Normandie Logistique en 2019, l'exploitant a dû revoir le périmètre pouvant conduire à un classement au titre de la rubrique 1510. Il en ressort les points suivants :</p> <p>1) Les produits finis stockés dans les entrepôts de VERALLIA sont exclusivement des bouteilles en verre incombustibles. Afin d'en faciliter la manutention et optimiser le stockage, les bouteilles sont posées sur une palette en bois puis empilées les unes sur les autres, séparées par des intercalaires en plastique ou en carton, et enveloppées dans une coiffe en plastique thermo-rétractable permettant d'assurer la stabilité des bouteilles. Le bois, le plastique et le carton ainsi présents peuvent potentiellement favoriser un incendie. Ainsi, l'exploitant a procédé à des essais de combustion de palettes entières afin d'en déterminer le caractère combustible. Suite aux études menées par l'INERIS, il n'a pas été possible de conclure au caractère incombustible des palettes de bouteilles. De ce fait, l'exploitant a évalué la quantité de matières combustibles totale (bois, plastique, carton) présente sur site à 600 tonnes. Ce tonnage est issu d'une estimation basée sur le poids moyen de matières combustibles par palette de bouteilles de verre (30 kg en</p>

<p>moyenne) multiplié par le nombre maxi de palettes susceptibles d'être stockées (20 000 palettes). A ce tonnage, doit être ajoutée la quantité de matières ou produits combustibles stockés dans l'entrepôt des emballages neufs.</p> <p>2) Le recensement des Installations pourvues d'une toiture et dédiées au stockage (IPD) conduit à un volume global de 390 643 m³.</p> <p>Le site reste soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE : suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, il relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique.</p> <p>De ce fait, les installations sont soumises aux dispositions fixées par le point II de l'annexe IV dans sa version en vigueur au 31 décembre 2020, complétées de celles fixées par le point 1 de l'annexe VII, ainsi que l'annexe VIII.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données liées aux quantités de palettes de bouteilles en verre stockées et aux emballages sont</p>

mises à jour en temps réel à l'aide d'un logiciel SAP. Selon les informations communiquées par l'exploitant, ces données sont également sauvegardées sur un serveur distant, extérieur au site. Cependant, l'exploitant ne dispose pas des quantités de matières combustibles (bois, plastique, carton) réellement présentes sur site.

Les entrepôts soumis à la rubrique 1510 n'abritent pas de matières dangereuses

Cet état des stocks est accompagné d'un plan des zones de stockage. En revanche, l'état des stocks n'est pas annexé au POI (qui se substitue au PDI) du site.

L'exploitant procède à un inventaire tournant permettant ainsi la réalisation d'un inventaire physique annuel de toutes les zones de stockage des produits finis. L'inventaire des emballages présents dans l'IPD N est réalisé une fois par trimestre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 2 mois, l'exploitant devra :

- disposer d'un état des quantités de matières combustibles (bois, plastique, carton) réellement présentes sur site en tenant compte des disparités entre les palettes, notamment sur le nombre d'intercalaires et leur composition (carton ou plastique) ainsi que celles stockées dans l'entrepôt des emballages neufs ;
- annexer l'état des stocks au POI du site..

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : État des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles

ou batteries, figurent spécifiquement.
Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : La société VERALLIA France Albi stocke uniquement des produits finis (bouteilles en verre vides sur palettes) et des emballages neufs. L'état des stocks peut être réalisé à l'échelle de toutes les installations ou par zone de stockage. La conformité de l'état des matières stockées par rapport aux stockages réellement présents a été réalisée par sondage au niveau des emplacements M04 (34 palettes) et B07 (5 palettes). Ce contrôle n'a pas révélé d'écart avec l'état des matières stockées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Compte tenu des produits stockés dans les entrepôts, l'état sous format synthétique est identique à l'état des matières stockées permettant de fournir une information vulgarisée auprès de la population.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de

stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

Les entrepôts soumis à la rubrique n° 1510 n'abritent pas de substances chimiques, ni de substances dangereuses mais uniquement des palettes de produits finis composées de bouteilles en verre vides ainsi que des emballages neufs composés de carton, bois et plastique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :
- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette

disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

Constats :

Les entrepôts ne sont pas équipés d'un système d'extinction automatique.

Les matières stockées (bouteilles en verre vides) sont palettisées, entreposées de plain-pied et gerbées : aucun stockage en mezzanine ou en vrac n'est présent sur site.

Les allées des différentes zones de stockages mesurent au minimum 2 mètres de large. La hauteur maximale de stockage est de 7 mètres. En revanche, de nombreux îlots de stockage disposent d'une superficie supérieure à 500 m².

Aucun stockage de matières dangereuses n'est effectué au sein des entrepôts soumis à la rubrique n° 1510.

De nombreux îlots de stockage en masse ne respectant pas la surface maximale de stockage fixée à 500 m², l'exploitant a sollicité par courrier en date du 31 mars 2025 une demande d'aménagement des prescriptions telle que prévue à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précédemment cité. Cependant, cette demande ne comprend pas soit une étude d'ingénierie incendie spécifique, soit une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et permettant d'assurer, dans le respect des objectifs fixés à l'article 1er, un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de risque incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois :

- soit les conditions de stockage des îlots;
- soit de transmettre une demande d'aménagement des prescriptions comprenant une des deux études précédemment citées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225)

<p>est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun stockage de liquides inflammables n'est effectué au sein des entrepôts soumis à la rubrique n° 1510.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les entrepôts ne sont pas équipés de détection automatique d'incendie. L'exploitant précise dans son courrier en date du 31 mars 2025 que trois solutions techniques visant à mettre en conformité les entrepôts sont actuellement à l'étude, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détection de fumée par aspiration de type VESDA (Very Early Smoke Detection Alarm) ; • détection par caméra thermique ; • détection par caméra avec intelligence artificielle de reconnaissance des points chauds.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant d'équiper, sous 12 mois, tous les entrepôts d'un système de détection automatique d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le</p>

domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Le site dispose d'un réseau interne de bouches et poteaux incendie alimentés, au moyen d'un groupe moto-pompe, par une réserve d'eau incendie de 700 m³ située en partie Nord ; cette réserve étant elle-même réalimentée par le réseau de distribution public.

Les prises de raccordement équipant les dispositifs de lutte contre l'incendie ont été choisis en accord avec le SDIS.

Le bâtiment dédié au stockage des emballages neufs dispose d'extincteurs visibles et accessibles. En revanche, les auvents couverts ouverts dans lesquels sont stockés les produits finis (palettes de bouteilles en verre vides) n'en sont pas équipés.

De plus, les entrepôts soumis à la rubrique n° 1510 ne sont pas équipés de RIA. Compte tenu de l'absence d'extincteurs et de RIA dans une grande partie des entrepôts soumis à la rubrique n° 1510, l'exploitant a sollicité par courrier en date du 31 mars 2025 une demande d'aménagement des prescriptions telle que prévue à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précédemment cité. A ce titre, l'exploitant propose de mettre en place des extincteurs mobiles de 50 L en lieu et place des extincteurs et des RIA. Cette mesure alternative a été construite avec l'aide du SDIS.

Cependant, cette demande ne comprend pas :

- soit une étude d'ingénierie incendie spécifique,
- soit une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et permettant d'assurer, dans le respect des objectifs fixés à l'article 1er, un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de risque incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois :

- soit les moyens de lutte contre l'incendie requis, notamment par la mise en place d'extincteurs et de RIA ;
- soit de transmettre une demande d'aménagement des prescriptions comprenant une des deux études précédemment citées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

Les besoins en eau incendie ont été définis selon le document guide D9 dans l'étude de dangers du site datée de juillet 2015. Pour réaliser le dimensionnement, il a été considéré le scénario d'incendie majorant (mettant en jeu la plus grande surface), à savoir l'incendie du bâtiment de stockage des emballages, présentant une surface totale de 2 678 m². Le débit requis en cas d'incendie, calculé à partir de la D9, est de 241 m³/h soit 482 m³ au total pour deux heures. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les conclusions d'un nouveau calcul des besoins en

eau d'extinction incendie estimés sur la base du document D9 (édition juin 2020) réalisé par le bureau d'études Kalies. Cette étude, datée du 28 mars 2025 et qui ne prend pas en compte la partie production, débouche sur les conclusions suivantes : après mise en place de la détection incendie, le site devra disposer d'un débit simultané de 450 m³/h, alimenté durant 2 heures, soit un volume disponible de 900 m³.

Aucun test n'a été effectué en simultané afin de s'assurer du bon respect du débit fourni par les poteaux. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'autonomie sur 2 heures était garantie par la réserve d'eau de 700 m³ réalimentée par le réseau de distribution public car ce débit de réalimentation n'était pas connu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 2 mois, l'exploitant :

- complètera le calcul des besoins en eau d'extinction incendie estimés sur la base du document D9 en prenant en compte la partie production ;
- procèdera à un test en simultané des 7 poteaux incendie répartis sur l'ensemble du site et couvrant la partie "entrepôt" afin de s'assurer du respect du débit minimum de 60 m³/h durant 2 heures par poteau ;
- justifiera que les besoins en eau d'extinction incendie précédemment définis sont disponibles pendant un minimum de 2 h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des

extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

L'exploitant dispose d'un POI qui pourra être inclus dans le plan de défense incendie (PDI) à condition qu'il contienne l'ensemble des pièces requise par le PDI, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 6 mois, l'exploitant procèdera à la mise à jour du POI en intégrant l'ensemble des pièces requises par le PDI. Le POI mis à jour sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 20 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m².

<p>Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les documents relatifs à l'étude des flux thermiques issue de l'étude de dangers établie en 2015 qui précisent que les zones d'effets thermiques de 8 kW/m² des zones de stockage, visées par la rubrique 1510, ne sortent pas des limites du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Distances d'éloignement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 2.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; • ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p> <p>Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de</p>

moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.

Constats :

Les parois externes du auvent fermé (stockage des emballages) et les éléments de structure des auvents ouverts (stockage des palettes de bouteilles en verre vides) respectent les distances d'éloignement vis-à-vis des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager vers les auvents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 2 mois, l'exploitant confirmera à l'inspection la réalisation d'un marquage au sol à 10 mètres des parois externes du auvent fermé (façade nord) permettant de s'assurer du respect des distances d'éloignement avec les stockages de bobines de film plastique utilisé pour la coiffe des palettes de bouteilles en verre vides.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 22 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'ARF

Prescription contrôlée :

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

[...]

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Constats :

La dernière version de l'analyse du risque foudre est datée de 2009, soit antérieure à la date de la dernière révision de l'étude de dangers (juillet 2015).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas 6 mois, l'exploitant procédera à la mise à jour de l'analyse du risque foudre et la transmettra à l'inspection accompagnée d'un plan d'actions correctives en cas de non-conformité(s) détectée(s).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois